



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Paris, le 28 mars 2003



Séminaire: La peur du nucléaire (EO4)

Exposé n°1

Division : D (Marine)

BP 46 00445 ARMEES

☎ : 01 44 42 56.46
☎ PNIA : 821 753 56.46
Fax : 01 44 42 56.19

**Le risque nucléaire pendant
la guerre de Corée, la crise de
Suez, et la guerre du Kippour**

Par :

CDT PIQUIER (D6)

CDT MOON (D6)

Destinataire (s)

:

Madame LABBE Marie-Hélène

CF WEBER

Copie(s)
extérieure(s) :

Néant

Copie(s)
intérieure(s) :

Secrétaire de groupe

SOMMAIRE

SYNTHESE	4
INTRODUCTION	6
1. LE RISQUE NUCLEAIRE PENDANT LA GUERRE DE COREE	6
1.1. LE DEROULEMENT DE LA GUERRE	6
1.2. LES NEGOCIATIONS DE PAIX	7
1.3. LE RISQUE NUCLEAIRE DE LA GUERRE DE COREE	7
1.4. LA PAIX	8
1.5. LA PEUR DU NUCLEAIRE	8
1.6. CONCLUSION	9
2. LE RISQUE NUCLEAIRE PENDANT LA CRISE DE SUEZ	10
2.1. RAPPEL HISTORIQUE	10
2.2. EXTRAITS DU DISCOURS DE NASSER	11
2.2.1.1 ^{er} extrait	11
2.2.2.2 ^{eme} extrait	11
2.3. LES DIFFERENTES POSITIONS	12
2.3.1. Position de la France et de l'Angleterre	12
2.3.2. Position des USA	12
2.3.3. Position de l'URSS	12
2.4. LA FIN DE LA CRISE	13
2.5. CONCLUSION	13
3. LE RISQUE NUCLEAIRE PENDANT LA GUERRE DU KIPPOUR	14
3.1. RAPPEL HISTORIQUE	14
3.2. LA SITUATION DE DEPART	14
3.3. LE DEROULEMENT	15
3.4. LE RISQUE D'UN CONFLIT MONDIAL	16
3.5. LA FIN DU CONFLIT	16
3.6. CONCLUSION	17
CONCLUSION	18
BIBLIOGRAPHIE ET SITES INTERNET	19

SYNTHESE

La guerre de Corée

Les Nord Coréens ont rapidement envahi la Corée du Sud.

Les forces de L'ONU sont intervenu mais se sont trouvées confrontées aux forces chinoises et le conflit a duré deux ans.

Les négociations de paix furent laborieuses et l'armistice n'a réglé aucun des problèmes coréens.

Un nouveau conflit mondial a été évité par la peur de l'enlissement et de la dévastation.

La "bombe" est apparue dans le raisonnement diplomatique mais principalement par volonté d'impressionner.

Le risque nucléaire a été peu présent lors de la guerre de Corée eu égard à la peur des conséquences possibles sur le plan internationales.

La crise de Suez

Le canal de Suez est nationalisé en 1956 et les Égyptiens refusent le libre passage aux Israéliens. L'Union Soviétique met son veto.

Les Israéliens attaquent en octobre, et la France et la Grande Bretagne en profitent pour débarquer en Égypte.

Les Soviétiques demandent une réunion du conseil de sécurité et menacent d'employer tout type d'armement y compris des fusées.

Non soutenus par les Américains, les Français et les Anglais retirent leurs troupes.

Les différentes positions, notamment soviétique, ont fait qu'il y a eu un risque de dérapage nucléaire.

Les intérêts géostratégiques ont finalement eus raison de cette crise

La guerre du Kippour

En 1947, les Palestiniens refusent la décision de partage de la Palestine conformément à une décision de l'ONU.

En 1967, Israël dépasse les frontières fixées par l'ONU.

Les appels à la guerre sont nombreux.

Les troupes égyptiennes se massent près du canal de Suez.

La guerre éclate en 1973, le jour du Yom Kippour. L'URSS soutient les Arabes et les Américains soutiennent les Israéliens.

Les Israéliens contrôlent le canal.

L'URSS menace de s'engager si un cessez le feu n'intervient pas.

Les États Unis annoncent qu'il s'engageront également.

Les Russes envoient des troupes sur place.

Le poids d'une menace nucléaire apparaît dans la presse.

Un vote de l'ONU met fin aux tensions. Des casques bleus sont mis en place.

Les deux puissances mondiales se sont mutuellement menacé de leur capacité nucléaire mais c'est l'ONU qui résoudra le problème.

INTRODUCTION

Les deux super puissances que sont l'URSS et les États Unis se sont impliqués tant dans la guerre de Corée que dans la crise de Suez ou la guerre du Kippour.

Elles ont à chaque fois menacé d'utiliser leurs armes nucléaires mais ne l'ont jamais fait de peur de créer une 3^{ème} guerre mondiale ou de donner naissance à une situation incontrôlable.

Contrairement à la crise de Suez ou à la guerre du Kippour, le risque nucléaire a été peu présent lors de la guerre de Corée.

Les intérêts géostratégiques ont influé dans le bon sens.

1. Le risque nucléaire pendant la guerre de Corée

1.1. Le déroulement de la guerre

Le 25 juin 1950, Séoul capitale de la Corée du sud vit ses dernières heures de paix. Les troupes de KIM II-SUNG, dictateur communiste de Corée du Nord vont envahir le pays.

Séoul a été occupé en 3 jours et ce 40 jours seulement après le début de la guerre.

Forte de plus de 200 chars et plus de 20 avions de chasse, la Corée du Nord a pu envahir la plupart des territoires à l'exception de la région du sud du fleuve NOC DONG

L'armée de la Corée du Sud, dépourvue de moyens, n'a rien pu faire. Même l'armée américaine s'est enlisée face aux moyens modernes de la Corée du Nord.

Le commandant des forces de l'ONU, le général Mac Arthur a réussi une grande opération de débarquement à Inchon. Les armées alliées ont ainsi repris le contrôle de la Corée du sud et elles ont commencé à passer la ligne de latitude 38° séparant les deux Corées le 1^{er} octobre 1950.

Malgré l'avertissement de l'autorité communiste chinoise, elles ont continué à avancer jusqu'à la frontière entre la Chine et la Corée. Les armées chinoises sont intervenues dans cette guerre avec plus de 300.000 militaires.

A partir du 4 janvier 1951, les forces de l'ONU ont reculé jusqu'à la ligne des 38° de latitude en raison de la supériorité chinoise en hommes. Les deux armées se sont alors affrontées près de la ligne frontalière entre les deux Corées pendant plus de 2 ans avant de signer un armistice.

1.2. Les négociations de paix

Les pourparlers entre les différents protagonistes montrent que la politique et la stratégie des négociations américaine dépendaient alors en grande partie de leur confrontation avec l'Union Soviétique et de leur préoccupation concernant la guerre froide.

Les facteurs clés ont été l'intensité des intérêts nationaux engagés de chaque côté, la valeur que chaque pays a placée dans ces objectifs et le prix qu'il a mis pour les atteindre.

Le manque de relations diplomatiques entre les États Unis et la Chine a rendu les négociations particulièrement difficiles.

L'Inde et d'autres pays du Commonwealth ont déployé de grands efforts afin de trouver un arrangement acceptable par tous concernant les prisonniers.

Ni la guerre, ni l'armistice, n'ont résolu les problèmes sous jacents qui ont mené aux hostilités en Corée.

Un nouveau conflit a cependant pu être évité par le souvenir de la dévastation.

1.3. Le risque nucléaire de la guerre de Corée

D'un côté se trouvent les forces des Nations Unies et des États Unis, de l'autre il y a les Nord Coréens, les Chinois et les Russes.

La violence de la contre offensive russo chinoise – nord coréenne est telle qu'en deux jours, les forces des Nations Unies doivent abandonner ce qu'elles avaient conquis.

On parle pour la seconde fois d'un "Dunkerque" coréen et certains pensent que pour l'éviter, il n'y a d'autre solution que le recours à l'arme nucléaire.

Pour la première fois depuis 1945, "la bombe" intervient dans le résonnement diplomatique.

Le 28 novembre Mac Arthur déclare :

« Les réactions ennemies qui se sont manifestées au cours de nos opérations offensives des quatre derniers jours révéleraient qu'une partie importante des forces armées continentales chinoises, formant un corps d'armée de plusieurs divisions et d'un effectif total de plus de deux cent mille hommes, se trouvent actuellement déployée devant les forces des Nations Unies en Corée du Nord. Il existe une évidente intention d'appuyer ces troupes par d'importants renforts concentrés pour le moment dans le refuge privilégié situé au nord de la frontière internationale ; Des préparatifs sont faits en ce sens et ces renforts sont constamment rapprochés de la frontière. En conséquence, nous nous trouvons devant l'obligation de livrer une guerre entièrement nouvelle ».

Le problème dépasse maintenant l'autorité de Mac Arthur.

Le 30 novembre, lors d'une conférence de presse, Harry Truman reprend à son compte l'idée de la guerre nouvelle exprimée par Mac Arthur et ajoute : « la situation est sérieuse, toutes les mesures pour y faire face sont envisagées ».

A la question posée par un journaliste : « y compris la bombe atomique ? », Truman répond : « y compris toutes les armes que nous possédons ».

Ces mots provoquent une tempête et dans l'affolement, on parle de 3^{ème} guerre mondiale.

A Londres, on souhaite que le gouvernement américain ne cède pas à la tentation d'une action précipitée.

Aux Nations Unies, les contacts se multiplient entre les Chinois et les autres délégations. Un appel est lancé aux communistes chinois pour leur demander d'arrêter leur progression en Corée.

En décembre, Harry Truman proclame l'état d'urgence et met en cause les dirigeants de l'Union Soviétique : « Nous continuerons à réaffirmer et si nécessaire à défendre par les armes les principes des Nations Unies. Le monde a appris à Munich qu'on obtient pas la sécurité par l'apaisement ».

1.4. La paix

Les relations entre le président Truman et le général Mac Arthur se détériorent.

Truman voulait montrer à l'union soviétique et à la Chine que les États Unis ne reculeraient pas devant la force. Il résonnait en termes politiques alors que Mac Arthur résonnait lui en terme militaire et voulait vaincre les Coréens.

A Pékin, des diplomates neutres incitent MAO TSE TOUNG à la paix.

Le secrétaire général des Nations Unies annonce que le moment est venu de parler de paix et de cessez le feu. Il fait appel aux dirigeants soviétiques pour influencer sur la décision.

L'enlisement et la peur d'un conflit mondial vont finalement pousser les différentes parties à mettre fin à cette guerre.

Eisenhower succède à Truman et annonce sa ferme intention d'enterrer la guerre.

La dureté des combats et le nombre très important de morts côté chinois et coréen du Nord comme du côté américain vont les pousser à accepter un armistice

La guerre s'arrête le 27 juillet 1953.

1.5. La peur du nucléaire

L'éventualité d'un recours à l'arme nucléaire était trop irrationnelle pour posséder quelques crédibilités mais elle n'en exerça pas moins un effet modérateur sur les belligérants.

Les États Unis disposaient d'une supériorité considérable sur l'URSS qui n'avait procédé qu'un an auparavant à sa première explosion expérimentale et l'équilibre de la terreur n'était pas encore l'une des données majeures des rapports entre les deux grands.

La guerre de Corée n'en fut pas moins le premier cas de guerre limitée à une époque où l'apparition des armes nucléaires commençait déjà à peser sur les relations internationales.

La psychose d'avoir recours à la bombe avait cependant été exclut par Truman pour des raisons techniques mais surtout politiques et liées à la volonté des États Unis d'éviter une extension du conflit sur le territoire chinois.

1.6. Conclusion

Au terme de la guerre, le 38^{ème} parallèle est redevenu la frontière qu'il était le 25 juin 1950.

Après plus de 995.000 morts, blessés et disparus du côté des Nations Unies et plus de 1.400.000 du côté communiste, le bilan de cette première guerre limitée de l'age nucléaire montre que la guerre de Corée n'a fait que précipiter le réarmement de l'Europe et accélérer le renversement des alliances.

Le dilemme américain "d'un Dunkerque asiatique" a fait que "la bombe" aurait pu être à l'origine de la 3^{ème} guerre mondiale.

Mais si l'emploi de la bombe a été évoqué, ce fut plus par volonté d'impressionner l'adversaire que par réelle motivation.

A l'époque, l'utilisation de l'arme nucléaire était encore difficile techniquement et aurait eut des conséquences politiques que le président américain ne voulait en aucun cas.

Le risque nucléaire a donc en réalité été peu présent lors de la guerre de Corée. Mais déjà en ces débuts de l'ère nucléaire, c'est la peur des conséquences mondiales qui a influé pour sa "non-utilisation".

2. Le risque nucléaire pendant la crise de Suez

2.1. Rappel historique

Sous les termes d'une convention internationale signée en 1888, le canal est ouvert aux vaisseaux de toutes nations sans discrimination, en temps de paix comme en temps de guerre. La Grande Bretagne considéra cependant le canal comme un point stratégique maritime et, suite au traité anglo-égyptien de 1936, eu le droit d'y maintenir des forces. Des égyptiens nationalistes demandent l'évacuation des troupes britanniques et les deux nations finissent par signer un traité en 1954. En juin 1956 les Anglais ont quitté l'Égypte qui prend alors en charge les installations.

La nationalisation du canal de Suez, le 26 juillet 1956, intervient dans un climat assez difficile dans le monde arabo-israélien. La réaction de la France et de l'Angleterre, cogestionnaires du trafic sur le canal ne se fait pas attendre. La France accélère ses livraisons d'armes à l'État hébreu. Eden, le Premier ministre anglais veut se débarrasser de Nasser mais ne souhaite pas se brouiller avec le reste du monde arabe. Le Premier ministre israélien est également inquiet par l'attitude de l'homme fort du Caire. Ben Gourion déclare en effet le 17 octobre : "le principal danger provient du dictateur égyptien qui domine les autres États arabes et ne se lasse pas de proclamer son intention de détruire Israël".

Le Caire refuse d'accepter le libre passage des bateaux israéliens sur le canal. L'Union Soviétique met son veto au vote d'une résolution pour condamner l'Égypte.

Un scénario est mijoté en grand secret par la France, la Grande-Bretagne et Israël. "Lorsque les Israéliens auront attaqué l'Égypte, la France et la Grande-Bretagne prendront prétexte de ce que la sécurité du canal est en péril pour adresser aux deux belligérants un ultimatum les invitant à retirer leurs troupes, sans quoi elles occuperont la zone du canal". La décision est prise d'une attaque le 26 octobre en direction du canal par Israël. L'ultimatum franco-anglais sera envoyé le 30 pour laisser aux soldats juifs le temps d'arriver à proximité du canal, Ben Gourion acceptera les termes de cet ultimatum en faisant reculer ses troupes de 15 km, la RAF et l'aviation française pilonneront les aérodromes égyptiens à partir du 31 et le corps expéditionnaire débarquera le 6 novembre, soit le jour de l'élection présidentielle américaine. Eisenhower, en tournée électorale, réagit très vivement et obtient la convocation du Conseil de sécurité de l'ONU. Le veto de la France et de la Grande-Bretagne empêchent le vote d'une résolution ; devant l'assemblée générale, réunie en session extraordinaire, une large majorité du pays condamne Israël. Mais les troupes de l'État hébreu poursuivent leur progression à l'intérieur du Sinaï. L'Égypte empêche la circulation sur le canal en coulant des bateaux chargés de ciment.

Le débarquement est prévu pour le 6 novembre ; les États-Unis et le secrétaire général de l'ONU cherchent à l'empêcher. L'assemblée générale demande un cessez-le-feu mais les troupes franco-anglaises ont commencé à faire mouvement. Le soir du 5 novembre à 20 heures, les Soviétiques demandent une réunion d'urgence du Conseil de sécurité. Les Américains rappellent aux Anglais les liens financiers qui les unissent. En fin de matinée, Eden est informé que Washington propose un prêt d'un milliard de dollars si un cessez-le-feu intervient. Le Premier ministre anglais cède, appelle Guy Mollet qui renonce à son tour.

2.2. Extraits du discours de Nasser

Discours publié dans le journal d'Égypte du 27 juillet 1956 et paru en français dans Documentation française N° 2206 du 20 août 1956

2.2.1. 1^{er} extrait

La pauvreté n'est pas une honte, mais c'est l'exploitation des peuples qui l'est.

Nous reprendrons tous nos droits, car tous ces fonds sont les nôtres, et ce canal est la propriété de l'Égypte. La Compagnie est une société anonyme égyptienne, et le canal a été creusé par 120 000 Égyptiens, qui ont trouvé la mort durant l'exécution des travaux. La société du canal de Suez à Paris ne cache qu'une pure exploitation (...).

Nous déclarons que l'Égypte en entier est un seul front, uni, et un bloc national inséparable.

L'Égypte en entier luttera jusqu'à la dernière goutte de son sang pour la construction du pays.

Nous ne donnerons pas l'occasion aux pays d'occupation de pouvoir exécuter leurs plans, et nous construirons, avec nos propres bras, une Égypte forte, et c'est pourquoi j'assigne aujourd'hui l'accord du gouvernement sur l'établissement de la Compagnie du Canal.

Nous irons de l'avant pour détruire une fois pour toutes les traces de l'occupation et de l'exploitation. Après cent ans chacun a recouvré ses droits et, aujourd'hui, nous construisons notre édifice en démolissant un État qui vivait à l'intérieur de notre État (...).

Nous devons donc tous travailler et produire malgré tous les complots ourdis contre nous. Je leur dirai de mourir de dépit, nous construirons l'industrie égyptienne.

2.2.2. 2^{ème} extrait

Nous construirons le Haut-Barrage [d'Assouan] et nous obtiendrons tous les droits que nous avons perdus. Nous maintenons nos aspirations et nos désirs. Les 35 millions de livres [monnaie égyptienne] que la Compagnie encaisse, nous les prendrons, nous, pour l'intérêt de l'Égypte. (...)

En quatre ans, nous avons senti que nous sommes devenus plus forts et plus courageux, et comme nous avons pu détrôner le roi le 26 juillet [1952], le même jour nous nationalisons la Compagnie du canal de Suez. Nous réalisons ainsi une partie de nos aspirations et nous commençons la construction d'un pays sain et fort.

Aucune souveraineté n'existera en Égypte à part celle du peuple d'Égypte, un seul peuple qui avance dans la voie de la construction et de l'industrialisation, et un bloc contre tout agresseur et contre les complots des impérialistes. (...)

Nous sommes aujourd'hui libres et indépendants.

Aujourd'hui, ce seront les Égyptiens comme vous qui dirigeront la Compagnie du canal, qui prendront consignment de ses différentes installations, et dirigeront la navigation dans le canal, c'est-à-dire dans la terre d'Égypte."

2.3. Les différentes positions

2.3.1. Position de la France et de l'Angleterre

En octobre 1956, les Français, qui sont lésés par la nationalisation du canal (la France était la plus grande détentrice d'actions du canal) et qui reprochent à Nasser d'accueillir les dirigeants du FLN algérien, et les Anglais, aussi lésés comme actionnaires du canal et principaux utilisateurs de cette voie maritime, préparent secrètement une action contre l'Égypte. Ils s'entendent avec Israël qui souhaite aussi une action contre Nasser, depuis que celui-ci interdit aux navires israéliens l'accès au canal de Suez et au golfe d'Akaba (1955). Israël reçoit des armes de ses alliés et un plan est mis sur pied pour faire tomber Nasser. Le 29 octobre, Israël envahit la bande de Gaza et le Sinaï. La France et le Royaume-Uni, prétextant que la sécurité du canal est en danger, lancent un ultimatum le 1er novembre aux deux belligérants. Ils exigent le retrait de leurs troupes de chaque côté du canal, faute de quoi la zone du canal sera occupée. Cet ultimatum, qui laisse l'armée israélienne occuper le Sinaï égyptien, est inacceptable pour Nasser.

2.3.2. Position des USA

Déclaration d'Eisenhower le 2 novembre 56, au lendemain de l'ultimatum franco-britannique à l'Égypte.

"Le gouvernement des États-Unis croit qu'il est possible par des moyens pacifiques de parvenir à une solution qui rétablirait les conditions de l'armistice entre l'Égypte et Israël, de même qu'à un règlement équitable du problème du canal de Suez (...). Cette action a été la conséquence d'une erreur (...). Nous n'acceptons pas l'usage de la force comme un moyen sage et approprié pour le règlement des conflits internationaux (...). Les États-Unis n'ont été consultés en aucune façon à propos d'aucune phase des actions ainsi engagées (...) et ils n'en avaient pas été informés à l'avance."

2.3.3. Position de l'URSS

Lettre du maréchal Boulganine, président du Conseil des Ministres soviétique, à Guy Mollet et Anthony Eden le 5 novembre 1956 :

"Je dois vous déclarer que la guerre que la France et l'Angleterre, utilisant Israël, ont déclenché contre l'état égyptien, est grosse de conséquences extrêmement dangereuses pour la paix générale.

La majorité écrasante des états membres de l'O.N.U. s'est prononcée pour un arrêt immédiat des hostilités et le retrait des troupes étrangères. Néanmoins, les opérations militaires en Égypte ne

cessent de s'étendre. Les villes et les villages égyptiens sont soumis à des bombardements barbares. Le sang d'hommes totalement innocents est répandu (...).

Le gouvernement soviétique est pleinement résolu à recourir à l'emploi de la force pour écraser les agresseurs et rétablir la paix en Orient".

Le soir du 5 novembre à 20 heures, les Soviétiques demandent une réunion d'urgence du Conseil de sécurité et menacent : "Il y a des pays qui n'ont pas besoin d'envoyer des forces navales ou aériennes sur les côtes de Grande-Bretagne, mais pourraient utiliser d'autres moyens, tels que des fusées".

Eisenhower reste persuadé que les Russes bluffent.

2.4. La fin de la crise

Devant le refus américain de les soutenir face aux menaces soviétiques et vu les attaques financières sur la livre sterling, le gouvernement anglais, suivi du gouvernement français, fait piteusement marche arrière.

Le 7 novembre, l'assemblée de l'ONU crée les "casques bleus" qui iront s'interposer sur le terrain. Ils resteront jusqu'au 16 mai 1967, date à laquelle ils se retireront à la demande de Nasser.

Suez est la démonstration qu'il n'y a plus que deux super-puissances. C'est le condominium soviéto-américain.

Pour Nasser, la victoire politique est grande. Pour Israël, c'est la fin du blocus maritime et quelques années de tranquillité de gagner.

2.5. Conclusion

Les différentes positions et les menaces prononcées par les Soviétiques montrent qu'il y a eu à un moment un risque de dérapage et plus particulièrement un risque nucléaire.

Les intérêts financiers, pour la France et la Grande Bretagne, et les intérêts géostratégiques, pour les USA et l'URSS, ont eu raison de cette crise.

3. Le risque nucléaire pendant la guerre du Kippour

3.1. Rappel historique

En 1947, la Palestine est une colonie sous protectorat britannique.

Cette même année, un plan de partage de ce territoire est élaboré par l'ONU et prévoit le partage entre les Israéliens et les Palestiniens.

Se sentant lésé, les Palestiniens refusent cette décision de l'ONU.

3 Guerres suivront :

- la guerre de 1948 où Israël est attaqué par la Transjordanie, l'Égypte et la Syrie
- la guerre des 6 jours de 1967
- la guerre du Kippour de 1973

Durant toutes ces guerres, l'URSS a soutenu les Arabes et les USA ont soutenu les Israéliens.

3.2. La situation de départ

Israël, à cette époque, est considéré alors comme le pays le plus puissant du Moyen Orient.

Les États-Unis vont même jusqu'à déclarer que : « Israël possède le potentiel de mettre toutes les armées unies à genoux. »

Israël croit beaucoup trop en sa force, car lors de la dernière guerre, elle a pu prendre certains territoires stratégiques pour sa défense.

Israël imagine également que le récent départ de 20 000 militaires russe a affaibli l'Égypte.

La réputation militaire israélienne est faite.

Mais ce dont Israël ne se doute pas, c'est que depuis 1967 la Syrie et l'Égypte s'arment par le biais des Soviétiques. Les armes fournies sont ultramodernes et les Russes entraînent les Syriens et égyptiens qui acquièrent une technique et une tactique de combats militaire très efficaces.

Chaque jour, des pays africains rompent leurs relations avec Israël.

L'Europe Occidentale et la Grande Bretagne se font très distantes, tandis que les États Unis sont toujours alliés avec Israël.

Les manœuvres dans le désert égyptien sont considérées comme intimidatrices et ne sont pas prises au sérieux.

Des alliances entre Sadate, Fayçal et Hussein se font et sont pour le moins inquiétantes. De plus, les troupes russes installées partent.

Israël se reconforte en se disant que l'alliance entre le Kremlin et le Caire n'est plus ce qu'elle était (arrestation d'Arabes par les Russes).

Pourtant, les appels à la guerre se multiplient.

Nous sommes maintenant à la veille du Yom Kippour.

Les troupes égyptiennes se sont regroupées près du canal de Suez avec le matériel pour le franchir.

Une réunion se tient d'urgence en Israël entre les chefs d'état ayant les plus hautes autorités pour savoir quelle décision prendre.

La guerre de 1973 commence.

3.3. Le déroulement

L'U.R.S.S. et les États-Unis finiront par tomber sur un accord.

Il faudra tenter de restaurer le calme dans la région.

Lors de son contact à Washington, l'U.R.S.S. tente d'imposer son plan.

Il comporte plusieurs points :

1) il faut qu'un calme règne c'est-à-dire qu'il faut déclencher la fin des hostilités aux frontières.

2) il faut qu'Israël accepte de revenir aux frontières de 1967 avec quelques modifications minimales.

3) Il faut qu'un pouvoir se porte garant de l'accord conclu, en l'occurrence l'O.N.U., et qu'une force militaire internationale contrôle le tout.

4) Il faut une garantie des États-Unis pour l'inviolabilité des territoires.

Israël est bien vite informé de cet accord et compte sur les États-Unis pour ne prendre aucune décision sans son aval.

Une réunion de sécurité d'urgence est donc organisée en Israël.

On se trouve dans une situation où l'on veut la paix mais où l'on est obligé de faire la guerre.

Le vingt-deux octobre les Nations Unies demandent un cessez-le-feu à 17h52 et l'application de la résolution 242, qui prévoit qu'Israël retourne aux frontières de 1967, que tous les pays retrouvent leur place originelle, la liberté de circulation et enfin un règlement équitable sur la question des réfugiés palestiniens.

Les Palestiniens refuseront ce cessez-le-feu.

Israël accepte le cessez-le-feu en premier puis l'Égypte tandis que la Syrie hésite bien que ce soit elle qui se trouve dans la plus mauvaise posture.

Mais ce cessez-le-feu ne sera qu'administratif et les combats continueront.

Il a en fait pour objectif de sauver la 3^{ème} armée encerclée de toute part.

Le canal de Suez et sa circulation sont maintenant entièrement contrôlés par les Israéliens.

Tsahal arrive à faire quatre cents prisonniers de plus et la troisième armée s'épuise et tente de briser par deux fois l'encerclement dont elle est victime.

C'est alors que le gouvernement israélien réalise que s'ils veulent la paix, il faut à tout prix éviter l'humiliation de l'armée adverse.

L'Égypte est seule face à Israël et ne peut rien faire car son allié, la Syrie, recule à grand pas.

Israël a déjà largement dépassé sa ligne de cessez-le-feu.

Les villages syriens commencent à s'armer au cas où Israël avancerait encore.

3.4. Le risque d'un conflit mondial

La défaite arabe se précise

L'U.R.S.S. hausse le ton et augmente la pression en affirmant que si un cessez-le-feu n'est pas conclu immédiatement, elle sera dans l'obligation de prendre elle-même part activement au conflit.

Les États-Unis ne partagent pas ce point de vue et pensent que si l'U.R.S.S. prend part au conflit, ils auront l'obligance de devoir s'en mêler.

En Égypte, l'U.R.S.S. exécute les menaces qu'elle avait promulguées en envoyant des soldats russes ayant pour objectif officiel de faire respecter le cessez-le-feu.

Les États-Unis sont de nouveau très offensés et l'on trouve dans les journaux de l'époque le poids d'une menace nucléaire.

L'armée américaine est en état d'alerte maximum.

Le risque d'un conflit international est bien réel et l'augmentation des pressions n'est pas très utile.

De vieilles querelles se réveillent et cela ne présage rien de bon.

Les tensions entre les U.S.A. et l'U.R.S.S. seront calmées par un vote de l'O.N.U. qui fera le soulagement de tout le monde.

3.5. La fin du conflit

La guerre est arrêtée le vingt quatre octobre à six heures.

Les effectifs se sont arrêtés à quatre vingt kilomètres du Caire et à quatre cents kilomètres de Tel-Aviv.

Les casques bleus commencent à arriver et essayent de réguler les échauffourées qui persistent encore.

3.6. conclusion

Les tensions ont été extrêmes entre les USA et l'URSS.

Les deux puissances ont argué, une fois de plus, de leur capacité nucléaire pour essayer de convaincre l'autre.

Il y a donc eu un risque nucléaire durant la guerre du Kippour.

L'ONU aura finalement réussi à résoudre ce conflit.

CONCLUSION

Le 22 juin 1973, un rapprochement URSS/USA a eu lieu suite à un accord sur la prévention des risques nucléaires.

Chacun des deux pays s'est bien rendu compte de toutes les conséquences que pourrait avoir une confrontation et a bien mesuré tout l'intérêt à rester, malgré les oppositions, proche de l'avis de l'autre.

L'URSS et les USA ne veulent finalement pas d'un conflit qui ne les concernent pas.

Dans ce contexte, il est évident que la crise de Suez et la guerre du Kippour sont apparues au mauvais moment.

Durant la guerre de Corée, l'utilisation de l'arme nucléaire n'a finalement pas été si proche car le président américain savait que cette utilisation n'apporterait rien de plus.

Il est à noter que la presse a en revanche surmédiatisé cet emploi et est certainement à l'origine de cette impression de tension nucléaire entre les deux grands.

Par conséquent, si l'on devait classer ces 3 faits par ordre d'importance du risque nucléaire, ce classement serait le suivant :

- la crise de Suez
- la guerre du Kippour
- la guerre de Corée

La peur du nucléaire est donc bien la raison pour laquelle les deux grandes puissances ne se sont pas durement impliqué dans ces crises et guerres.

BIBLIOGRAPHIE ET SITES INTERNET

Livres :

- « L'affaire de Suez » de Denis Lefebvre aux éditions Le prince Bruno
- « 1956 Suez, le temps des révélations » de Christian Pineau chez Robert Laffont
- « Histoire de la guerre froide » d'André Fontaine aux éditions du Seuil
- « La vraie guerre du Kippour » de Walter Laqueur aux éditions Gabmann Lévy
- « L'opération a été montée n'importe comment » par Jacques Massu dans la revue Historia N° 598 d'octobre 1996 (Spécial Suez)
- « Eden et Mollet capitulent face aux USA et à l'URSS » par Jacques Massu dans la revue Historia N° 598 d'octobre 1996 (Spécial Suez)
- « Corée 1950 paroxysme de la guerre froide » de Claude Delmas aux éditions Complexe
- « Un si beau dimanche à Séoul » de Pierre Rigoulot dans la revue l'Histoire N° 244
- « L'importance stratégique de la ligne Pyongang-Wonsan en 1950 pendant la guerre de Corée » de Kang Suk Rhee dans le KNDU review journal of national security affairs N° 4
- « Les négociations de paix concernant la guerre de Corée : étude sur la cession d'un conflit » de Boose Donald dans Parameters volume XXX N° 1

Sites Internet :

- guerrefroide.34sp.com
- histgeo.free.fr/troisieme/gf/suez.html
- hyppo.ge-dip.eta.../crise.suez.1956.html
- 2.ac.toulouse.fr/hist.../kippour.htm
- membres.lycos.fr/kippour/5.htm
- hyppo.ge-dip.eta.../crise.suez.1956.html